

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES
COURANTES ET DE SERVICES**

Laurence BIARD
Directrice des Achats GHT

Richard FRAS
Responsable du département
Achats Généraux du GHT

Cellule des Marchés Publics
02.32.73.35.19
cellule.marchespublics@ch-
havre.fr

Affaire suivie par :
Affaire suivie par :
Antje GRUND
Acheteuse
02 32 73 30 51

Richard FRAS
Responsable du département
Achats Généraux du GHT
02 32 41 64 75

**FOURNITURE DE MATERIEL DE RESTAURATION
PROFESSIONNEL ET SEMI PROFESSIONNEL
POUR LES ETABLISSEMENTS DE SANTE DU GHT
ESTUAIRE DE LA SEINE**

Numéro de la consultation : 25DAHL018

PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES (CCAP)**

Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD Les Escalles
- EHPAD La Belle Etoile

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L. 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

Dénomination : GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE	Direction : Direction des Achats du GHT
Adresse Siège social : 55 Bis Rue Gustave Flaubert BP 24	CP : 76 083
Localité / Ville : LE HAVRE	Pays : France
Téléphone : 02.32.73.30.29	Télécopieur : 02.32.73.44.18
Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) : marches.publics@ch-havre.fr	SIRET : 267 601 714 000 12

Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

3.1 Objet de la consultation

3.1.1 Objet des prestations

La présente consultation a pour objet, la fourniture de matériel professionnel et semi-professionnel de restauration et de cuisine pour les établissements du GHT de l'Estuaire de la Seine. Les prestations comprendront la livraison, l'installation, la mise en service et l'évacuation des équipements remplacés mis en réforme.

Le marché prévoit principalement l'acquisition de matériel de restauration dans un cadre de renouvellement d'équipements à remplacer et/ou d'acquisition de nouveaux équipements "au fil de l'eau", en fonction des plans d'investissements des établissements. Il est toutefois précisé que des opérations importantes de rééquipements et/ou de création de nouveaux

locaux, constituants des opérations complètes et exceptionnelles pourront être mis en concurrence par le biais d'autres consultations spécifiques et indépendantes ; afin de ne pas grever sur le montant maximal du présent marché destiné en première intention à de l'investissement courant.

3.1.2 Définition de la fourniture

Les caractéristiques techniques des fournitures et des produits sont précisées dans le CCTP.

Les prestations comprendront selon le type de besoin et de matériel :

- **La fourniture et l'approvisionnement du matériel selon les conditions de l'offre retenue aux marchés**
- **La réalisation de plan d'implantation**
- **La vérification des attentes et réservations**
- **La Livraison**
- **L'installation**
- **La gestion des déchets**
- **La protection des matériels**
- **L'évacuation du matériel existant et non réutilisé**
- **La mise en service**
- **La réception**
- **La formation du personnel utilisateur**
- **La durée de la garantie du matériel**

3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens CPV sont :

Codes CPV	Description
39310000-8	Équipement de restauration
39221000-7	Équipement de cuisine

3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offre ouvert, en application des articles R2124-1 et R2124-2 du code de la commande publique.

3.4 Forme du marché

L'accord-cadre est multi-attributaire, avec un maximum en montant 2 000 000 € HT pour sa durée totale en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique. **4 prestataires maximum seront retenus**, si le nombre d'offres reçues le permet. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de retenir moins de 4 titulaires

L'accord cadre donnera lieu à la conclusion de marchés subséquents dans les conditions prévues aux articles R.2162-7 et R2162-10 du Code précité

Les marchés subséquents qui seront passés sur la base de cet accord-cadre seront précédés d'une mise en concurrence organisée entre les titulaires de l'accord-cadre lors de la survenance du besoin.

Les marchés subséquents qui seront conclus sur la base de l'accord-cadre seront exécutés au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, dans les conditions fixées aux articles R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

La gestion des marchés subséquents (mise en concurrence, attribution, exécution) relève de la responsabilité de chaque établissement support et partie du GHT pour ses besoins propres.

3.5 Marchés publics négociés sans publicité ni mise en concurrence préalables susceptibles d'être passés ultérieurement

En application de l'article R2122-4 du code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire.

Ces marchés ne pourront être conclus pour une durée supérieure à trois ans.

3.6 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivant :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD Les Escales
- EHPAD La Belle Etoile

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD Les Escales
- EHPAD La Belle Etoile

3.7 Décomposition

3.7.1 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloté afin de garantir une convergence des prestations, en particulier dans la perspective d'une passation globalisée des marchés subséquents.

3.7.2 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

3.8 Option

Il n'est pas prévu d'option.

3.9 Variante

Les variantes ne sont pas autorisées.

Article 4 DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

4.1 Dans le cadre de l'accord cadre

Le marché prend effet à compter du 15 septembre ou de sa date de notification si elle est postérieure et pour une période d'un an.

Le marché pourra être reconduit 3 fois pour une période d'un an par tacite reconduction conformément à l'article R. 2112-4 du Code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où le Groupement Hospitalier de Territoire ne souhaite pas que le marché soit reconduit, un courrier recommandé avec accusé de réception sera adressé au titulaire au moins un mois avant la fin de la période en cours.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

4.2 Dans le cadre des marchés subséquents

La durée de chaque marché subséquent sera définie par les établissements lors de la survenance du besoin et dans le cadre de l'article 6 du présent document. Les marchés subséquents pourront être lancés pendant toute la période de validité de l'accord-cadre.

Les délais d'exécution se réalisent au fur et à mesure des besoins exprimés sous forme d'un bon de commande.

Les délais d'exécution des marchés subséquents ne pourront excéder une période de 4 mois à compter de la date de fin de l'accord-cadre.

Article 5 PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE

5.1 Dans le cadre de l'accord cadre

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et ses annexes (dont les tableaux de réponse) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes dont les exemplaires uniques conservés par le pouvoir adjudicateur font seuls foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics **de fournitures courantes et de services** (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Le mémoire technique et financier de l'offre du titulaire (fiches techniques des produits) ;
- Les bons de commande au fur et à mesure de leur émission.

5.2 Dans le cadre des marchés subséquents

- L'acte d'engagement et/ou le bordereau de prix et conditions de livraison et de remplacement complété, ainsi que les bons de commande s'y rapportant ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun à l'accord-cadre et aux marchés subséquents et ses annexes ;
- L'offre technique et financière établie par le titulaire et notamment le bordereau de prix et conditions de livraison et de remplacement ;
- Les modalités de visites et les attestations éventuelles ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 19 mars 2009.

Article 6 MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE : REMISE EN CONCURRENCE ET MARCHE SUBSEQUENT

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l'accord-cadre et aux marchés subséquents se dérouleront en français ; il appartiendra au titulaire de désigner, pour l'exécution de l'accord-cadre et des marchés subséquents, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

A la survenance d'un besoin, seuls seront consultés les titulaires de l'accord cadre. Une remise des offres sera alors organisée suivant les besoins identifiés et dans un délai de mise en concurrence raisonnable.

6.1 Remise en concurrence

Le nombre et la durée des marchés subséquents sont fixés par chaque établissement concerné par la consultation en fonction de la survenance des besoins.

Chaque établissement procédera à une remise en concurrence des titulaires de l'accord-cadre.

Les établissements pourront préciser, le cas échéant, si la consultation porte sur du matériel neuf ou sur du matériel proposé d'occasion par les candidats (matériels de prêt remis à la vente, matériels issus de show-room, ...).

Les titulaires des accords-cadres seront remis en concurrence et remettront leur offre, par l'envoi d'un email avec accusé de réception et/ou télécopie avec accusé de réception qui précisera les délais et les conditions de remise des offres :

- La référence de l'accord-cadre ;
- Les conditions logistiques souhaitées : Le ou les lieux de livraison (adresse de livraison), la période de début et de fin de livraison si plusieurs jours de livraison sont demandés, les horaires de livraison souhaités, les conditionnements particuliers ; etc.
- Lors de la remise en concurrence, le pouvoir adjudicateur précisera techniquement son besoin et ses exigences
- La quantité prévisionnelle indicative sur la période pour les établissements pouvant l'indiquer
- Les modalités de visite (si nécessaire)
- La date et l'heure de remise des offres.

Le délai de validité des offres de chaque marché subséquent est fixé à 120 jours maximum à compter de la date limite de remise des offres.

Seules les offres remises au plus tard à la date et à l'heure limites indiquées lors de la remise en concurrence et qui respectent les prescriptions seront considérées.

Toute négociation est exclue lors de la passation des marchés subséquents.

6.2 Processus et modalités d'attribution des marchés subséquents

6.2.1 Processus général

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués après remise en concurrence de tous les titulaires de l'accord-cadre.

Les titulaires doivent déposer une offre à chaque remise en concurrence préalable dans les conditions suivantes :

- **1ère étape :** Envoi du bordereau de consultation par mail aux titulaires de l'accord cadre par les établissements. Cette remise en concurrence pourra prendre la forme d'une demande de devis.
- **2ème étape :** Retour par mail (les adresses mails vous seront adressées avant la mise en place de l'accord cadre) du bordereau de consultation dûment complété par les candidats.
- **3ème étape :** Les candidats seront informés par mail, s'ils sont retenus.
- **4ème étape :** Les commandes seront faxées ou envoyées par mail au candidat retenu.
- **5ème étape :** Les livraisons débiteront selon les conditions fixées par le bon de commande.

6.2.2 Attributions

Le marché subséquent est attribué après décision de l'établissement concerné selon les critères indiqués ci-dessous et pondérés de la manière suivante :

Les critères intervenants pour le jugement des offres, dans le cadre des marchés subséquents, pourront s'établir selon 2 scénarios possibles qui seront choisis en fonction de l'appréciation de l'établissement passant le marché subséquent.

Scénario 1 :

Critères de jugement des offres	Note	Pondération
1 - Critère économique, apprécié selon :	20	45%
Prix proposé(s) noté sur 20		
2 - Critère technique, apprécié selon les éléments du mémoire technique du candidat :	20	55%
La qualité (la technologie, la fonctionnalité, le rendement, les matériaux, modalités de formation proposé, le planning de mise en œuvre, l'ergonomie, l'esthétisme) du matériel proposé notée sur 13		
Les délais de livraison (délais en jours ouvrés après réception de la commande) notée sur 3		
La durée de garantie notée sur 4		

Scénario 2 :

Critères de jugement des offres	Note	Pondération
1 - Critère économique, apprécié selon :	20	55%
Prix proposé(s) noté sur 20		
2 - Critère technique, apprécié selon les éléments du mémoire technique du candidat :	20	45%
La qualité (la technologie, la fonctionnalité, le rendement, les matériaux, modalités de formation proposé, le planning de mise en œuvre, l'ergonomie, l'esthétisme) du matériel proposé notée sur 13		
Les délais de livraison (délais en jours ouvrés après réception de la commande) notée sur 3		
La durée de garantie notée sur 4		

Les titulaires de l'accord-cadre non retenus sont informés du résultat de la remise en concurrence par décision de l'établissement concerné. Cette information pourra être effectuée par mail avec demande d'accusé de réception.

Les pièces administratives et techniques de l'accord-cadre, CCAP, CCTP demeurent communes à l'ensemble des marchés subséquents.

6.3 Délais d'exécution des marchés subséquents

Les délais d'exécution sont précisés dans les bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur sur la base de l'engagement pris par le titulaire dans son offre.

Le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande.

Dans le cas où le produit ferait l'objet d'une rupture de stock, le titulaire informera le demandeur par téléphone, par télécopie ou par mail.

6.4 Emission des bons de commande

Le marché subséquent s'exécute au moyen de bons de commande où sont stipulés les heures et le lieu de livraison des marchandises.

Les commandes sont faites au fur et à mesure des besoins par le moyen de bons de commande délivrées par le service et qui comporteront :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- La référence au marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- La désignation de la fourniture et le périmètre des prestations ;
- La quantité commandée ;
- Le prix d'engagement correspondant au prix du marché ;
- La signature du pouvoir adjudicateur ou de son représentant ;
- Le lieu et la date (ou délai) de la livraison souhaitée ;
- L'adresse de facturation ;
- La date prévisionnelle de réception.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. Les délais d'exécution des bons de commande ne pourront excéder 4 mois à compter de la fin de la période de validité de l'accord-cadre.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement de santé pourront être honorés par le titulaire.

Un accusé réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue.

Lorsque le pouvoir adjudicateur est amené à suspendre une facture, le titulaire ne peut opposer un refus d'exécution sur les commandes en cours ou à venir. Un refus d'exécution expose le titulaire aux sanctions contractuelles prévues, telles la résiliation ou l'exécution aux frais et risques de ce dernier.

6.5 Minima de commande et frais de port

Les commandes sont honorées par le(s) titulaire(s) **sans minimum imposé, ni en volume ni en coût**, aux établissements du GHT adhérents au marché.

Les prix s'entendent marchandises rendues **franco de port et d'emballage** dans les locaux précisés sur le bon de commande quel que soit le montant de la commande.

6.6 Livraisons

6.6.1 Stockage, emballage et transport

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures seront effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-FCS. Ainsi, les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. De même, le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison et à leur réception par les établissements. Les avaries, accidents ou vols durant le transport sont déclarés être sous sa responsabilité exclusive.

Conformément au CCTP de la présente consultation, le soumissionnaire devra mentionner dans son mémoire technique sa capacité à livrer la totalité des produits dans le conditionnement souhaité par le pouvoir adjudicateur.

6.6.2 Conditions de livraisons

Le livreur devra rester sur place le temps de contrôle de la marchandise livrée. En cas de départ de celui-ci, l'établissement de santé concerné se réserve le droit de déclarer des litiges de livraisons au titulaire, systématiquement pris en charge financièrement par le fournisseur, sans aucune réclamation possible.

Les livraisons doivent être conformes aux commandes et exécutées, à la date et aux heures d'ouverture précisées par la commande correspondante, et au lieu indiqué préalablement. L'adresse, et les conditions de livraison souhaitées seront précisées par les établissements dans chaque remise en concurrence.

Le titulaire du marché s'engage à livrer la fourniture, objet d'un bon de commande, dans le délai maximum indiqué dans l'acte d'engagement (tableaux de réponse en annexes). Ce délai s'impose à lui, en cas de non-respect, il se verra appliquer des pénalités de retard (cf. Article Pénalités du présent document).

6.6.3 Bon de livraisons

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison où sont précisés :

- le nom du titulaire du marché et son adresse
- la date de livraison
- la référence de la commande
- la quantité et la référence du produit livré
- le nom de la personne ayant réceptionné la livraison
- le prix unitaire H.T. & T.T.C. et le montant total H.T. & T.T.C.

Chaque bon de livraison est établi en deux exemplaires, un bon sera restitué signé par le magasinier au livreur où seront portées les anomalies constatées.

Le règlement du prestataire sera conditionné par la remise de ce document annoté si nécessaire.

Toutes livraisons non accompagnées d'un bon de livraison comportant ces renseignements obligatoires seront refusées.

6.6.4 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

6.7 Vérifications et Admissions

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé au moment même de la livraison de la fourniture (examen sommaire) conformément à l'article 28 du CCAG-FCS. Les produits devront être conformes aux stipulations du marché.

6.7.1 Résultat des vérifications satisfaisant

Si le résultat des vérifications qualitatives et quantitatives est satisfaisant, l'admission est prononcée séance tenante par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant, qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG-FCS, sous réserve des vices cachés constatés après réception.

L'admission est matérialisée par un visa ou un cachet apposé par le pouvoir adjudicateur ou son représentant sur le bon de livraison.

6.7.2 Vérification qualitative non-conforme et quantitative non-conforme pour les fournitures ne nécessitant pas de prestation d'installation

Si la fourniture ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou à la commande passée dans les conditions prévues au CCTP, elle sera refusée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Si la quantité livrée n'est pas conforme à la quantité commandée, le pouvoir adjudicateur peut mettre le titulaire du marché en demeure :

- ***Soit de reprendre immédiatement*** l'excédent si la livraison dépasse la commande,
- ***Soit de compléter*** la livraison, dans le cas contraire, dans les délais qui lui seront prescrits, à concurrence de la quantité totale prévue par le bon de commande.

En cas de non-conformité entre les quantités livrées et le bulletin de livraison, ce dernier et son duplicata sont rectifiés sous la signature des deux parties ou de leurs représentants.

En cas de non conformités constatées (qualitatives) lors de la livraison d'une commande. La livraison devra alors, sur mise en demeure verbale du titulaire du marché ou de son représentant par le pouvoir adjudicateur, être remplacée ou complétée dans le délai de remplacement figurant aux tableaux de réponse.

En cas de non-respect, il se verra appliquer des pénalités de retard (cf. Article Pénalités du présent document)

6.7.3 Vérification qualitative non-conforme et quantitative non-conforme pour les fournitures nécessitant des prestations d'installation : Réception – Levée de réserves

La réception des matériels aura lieu en présence :

- D'un représentant du pouvoir adjudicateur
- D'un représentant du titulaire.

A l'issue de la visite de réception, le pouvoir adjudicateur prononcera la décision concernant la réception, avec ou sans réserve, ou le refus de réception de l'installation.

Le pouvoir adjudicateur notifiera au titulaire sa décision.

Le titulaire dispose de 5 jours après notification pour contester les réserves. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir tacitement accepté ces réserves.

Lorsque le procès-verbal de réception fait état de réserves par omission ou imperfections, il indique les travaux correspondants à exécuter. Le titulaire dispose d'un délai fixé à 5 jours maximum, à partir de la date de réception du procès-verbal, pour exécuter les travaux demandés, y compris ceux qui en sont la conséquence.

Passé ce délai, le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter ces travaux par toute entreprise de son choix, aux frais, risques et périls du titulaire défaillant, de plein droit, et sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable ou de toute autre formalité.

6.8 Suivi des consommations aux établissements

Sur demande, le titulaire du marché transmettra au service économique de chaque établissement un état des consommations par produit et par période souhaitée sous format Excel afin que les données puissent être retraitées par l'établissement.

Article 7 GARANTIES DES FOURNITURES

7.1 Garantie contre les vices cachés

La fourniture est garantie par le Titulaire du marché contre tout vice caché, c'est-à-dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison à condition que le stockage au sein des établissements soit conforme aux conditions réglementaires. En cas de vice caché, la marchandise est remplacée à ses frais par le Titulaire du marché.

7.2 Autre garantie

Le titulaire du marché répond de la qualité constante et du suivi des marchandises livrées, et garantira, preuve à l'appui, la traçabilité sur l'origine des produits fournis.

Article 8 PRIX DU MARCHE

8.1 Caractéristiques des prix

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des produits, de lieux de livraisons, les conditionnements, l'emballage, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

8.2 Prix du marché

Le BPU de l'accord cadre constitue une simulation de commande permettant de départager et de sélectionner les fournisseurs qui seront référencés au présent accord cadre.

A chaque survenance de besoin(s), les fournisseurs titulaires du marché seront remis en concurrence via des marchés subséquents. Ils indiqueront lors de ces consultations subséquentes leurs propositions de prix "tout compris" et incluant leurs meilleurs niveaux de remises. Chaque fournisseur se verra noté au critère prix sur la base de la proposition formulée. Ces prix seront ceux appliqués dans le cadre de la commande.

8.3 Révision des prix du marché

Les prix sont révisables lors de la remise en concurrence de chaque marché subséquent. Une fois le marché subséquent conclu ils sont toutefois réputés être les prix de règlement pour toute la durée du marché subséquent.

Article 9 AVANCE

9.1 Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire à l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois en application des articles R2191 du code de la commande publique.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

9.2 Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Aucune clause de garantie ne sera appliquée.

Article 11 ASSURANCES

Dans un délai de **sept jours** à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 12 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES**12.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement**

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation et d'investissement des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

12.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

12.3 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront établies en un original et une copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date de livraison
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant dissocié de toutes autres taxes appliquées, telle que l'écotaxe
- le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné en 2 exemplaires (1'original + 1 copie) au service demandeur.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

12.4 Délai global de paiement

Conformément aux articles R 2192-11 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément à l'article R 2192-27 et suivants du code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché. Lorsque le pouvoir adjudicateur est amené à suspendre une facture, le titulaire ne peut opposer un refus d'exécution sur les commandes en cours ou à venir. Un refus d'exécution expose le titulaire aux sanctions contractuelles prévues, telles la réalisation ou l'exécution du marché aux frais et risques de ce dernier.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles L 2192-12 et suivants du Code précité, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

12.5 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

12.6 Dématérialisation des pièces administratives

Par arrêté du 3 août 2011 pour la dématérialisation des pièces comptables, le protocole d'échange standard ou PES V2 est le nouveau, et à terme, l'unique protocole d'échanges informatiques d'informations entre les établissements publics et leur comptable, le Trésor Public.

Dans ce cadre, les candidats présenteront leur démarche en cours ou à venir de dématérialisation de la facturation.

Les centres hospitaliers sont amenés à moyen terme à dématérialiser :

- les pièces du marché,
- les commandes,
- et les factures fournisseurs,
- sous un format permettant le traitement d'informations (au-delà d'un PDF) telles que Commande/Réception/Facture grâce à des champs référencés :
- le prix
- la référence du produit,
- la quantité à la réception
- le numéro de la commande,
- le numéro de la facture...

L'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique définit le cadre de développement de la facturation électronique obligeant toutes les grandes entreprises privées et publics, d'émettre des factures électroniques à destination de la sphère publique. La solution mutualisée Chorus Pro permet d'assurer le dépôt, le suivi et la mise à disposition des factures.

Selon sa situation, le prestataire retenu, s'il est concerné par l'ordonnance, devra déposer ses factures via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du GHT. (Cf. Annexe 2 au CCAP)

Article 13 PENALITES

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

13.1 Pénalités applicables

Motifs	Pénalités
Pénalités pour non réponse à un marché subséquent	A défaut de réponse, l'attributaire encourt une pénalité de 150€ HT, par absence de réponse à une remise en concurrence.
Retard de livraison sur la base de l'engagement du titulaire au titre du marché	15% du montant HT de la commande concernée par jour de retard
Non-conformité qualitative ou quantitative des articles reçus et ne pouvant faire l'objet d'un refus de l'établissement commandant	25% du montant HT de la commande concernée ; sur la base des quantités non conformes et/ou restant à livrer
Retard de livraison urgente de remplacement suite à une non-conformité	25% du montant HT de la commande concernée ; sur la base des quantités non conformes et/ou restant à livrer
Non-respect des conditions contractuelles administratives établies par le présent marché (modalités de facturation, de prix,...)	100€ HT par non-respect constaté
Non-respect des conditions logistiques et de manutention : <ul style="list-style-type: none"> - Non-respect des horaires et jours de livraison ; - Livraison par palette Europe ; - Livraison par conditionnement non conforme au marché ; 	25% du montant HT de la commande concernée par non-respect constaté
Pénalités pour indisponibilité pendant la période de garantie du matériel : Il est prévu des pénalités journalières d'indisponibilité sans mise en demeure préalable dans le cas où un matériel serait indisponible plus de 15 jours consécutifs pendant la période de garantie du matériel. L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite par mail au titulaire et la constatation par l'établissement de la disparition du désordre. Ces pénalités ne seront pas appliquées si le titulaire prête à titre gracieux un matériel de gamme et d'équipements équivalents.	100€ HT par jour

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité de chaque établissement de santé.

L'application ou la non application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation de l'établissement de santé en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations à l'établissement concerné dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

Ces pénalités feront l'objet d'un avoir sur n'importe quelle facture du titulaire, rattachée à l'exercice du présent marché ou d'un titre de recette émis par les établissements.

13.2 Obligations de poursuite de l'exécution du marché

En cas d'application de pénalités, le titulaire reste intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des services ou prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de la pénalité. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement de ladite pénalité.

Article 14 EXECUTION PAR DEFAUT

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

Article 15 MODIFICATION DU MARCHÉ

15.1 Avenants

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R2194 du code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- l'ajout, le retrait ou la substitution de référence de produits ;
- l'augmentation ou la diminution des quantités de produits prévues initialement au marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles.
- des adaptations éventuelles liées à l'évolution réglementaire.

15.2 Avenant de transfert

En cas de changement de dénomination sociale, de statut de la société, ou de rachat, le Titulaire du marché doit, **impérativement et dans les meilleurs délais**, transmettre **par écrit** les informations nécessaires à la rédaction de l'avenant de transfert.

Article 16 LIVRAISONS COMPLEMENTAIRES

En application de l'article R. 2122-4 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour des livraisons complémentaires.

La durée de ces marchés ne pourra excéder trois (3) ans.

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Article 18 LITIGES**18.1 Election de for**

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

18.2 Voies de recours

Instance chargée des procédures de recours et Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : greffe.ta-rouen@juradm.fr, URL : rouen.tribunal-administratif.fr

☎ 02 32 08 12 70 Fax : 02 32 08 12 71

Article 19 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Article 5 Pièces contractuelles du marché

Article 6.6.3 Bon de livraison

Article 11 Assurances

Article 14 Exécution par défaut

Article 13 Pénalités

Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS

Dérogation à l'article 21 du CCAG-FCS

Dérogation article 9 du CCAG-FCS

Dérogation à l'article 45 du CCAG-FCS

Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 01/07/25

Liste non exhaustive

Les établissements peuvent modifier ces informations à tout instant du marché

Groupe Hospitalier du Havre (Havre)

Site de l'Hôpital Jacques Monod

Magasins Généraux ou cuisine centrale

29 Avenue Pierre Mendès France

76290 Montivilliers

Horaire de livraison : 8h00 à 15h15 du lundi au vendredi

Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)

19 rue René Coty

76 170 Lillebonne

Tel : 02 35 39 39 12

Horaire de livraison : 8h30 à 12h00 du lundi au vendredi

Centre Hospitalier Intercommunal du Pays des Hautes Falaises (Fécamp)

100 Avenue du Président François Mitterrand

76 400 Fécamp

Tel : 02 35 10 90 10

Horaire de livraison : 8h00 à 15h15 du lundi au vendredi

Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)

66 route de Lisieux BP431

27 504 Pont-Audemer

Tel : 02 32 41 45 59

Horaire de livraison : 8h00 à 11h30 et de 13h30 à 15h30 du lundi au vendredi

Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc

8 avenue du Général de Gaulle

76430 Saint Romain de Colbosc

Tel : 02 32 79 51 51

Horaire de livraison : 8h à 12h00 et de 13h30 à 17h30 du lundi au jeudi

EHPAD de Beuzeville

325 rue Louis Pasteur

27210 Beuzeville

Tel : 02 32 57 70 73

Horaire de livraison : 8h à 12h00 et de 13h30 à 16h00 du lundi au vendredi